

LES QUARTIERS DURABLES EN EUROPE : UN TOURNANT URBANISTIQUE ?

Emelianoff Cyria, maître de conférences à l'Université du Maine, GREGUM ESO, UMR 6590 CNRS

Mots clés : urbanisme durable, villes européennes, développement urbain durable, quartier durable, éco-quartier

Références bibliographiques :

EMELIANOFF C., 2005. « La ville durable en quête de transversalité ». In N. Mathieu, Y. Guermond (dir.), *La ville durable, du politique au scientifique*. Ed Cemagref, INRA, p129-142.

EMELIANOFF C., 2004 (coord.). « Urbanisme durable ? », *Ecologie et Politique* n° 29, Syllepse, Paris, 244 p.

Abstract :

Depuis une décennie, des projets de quartiers durables voient le jour en Europe, souvent à l'occasion d'expositions internationales, pourvoyeuses de fonds et d'exemplarité. Héritiers des premiers quartiers écologiques, ils en diffèrent par leur taille (quelques milliers ou dizaines de milliers de logements et d'emplois) et une de leur finalité : offrir une forte qualité de vie *in situ* et freiner l'étalement urbain. Les villes nord-européennes, notamment scandinaves, en offrent les premiers exemples, où prédominent les préoccupations environnementales et la recherche de performances écologiques, comme à Helsinki, Stockholm ou Malmö. Les expériences allemandes intègrent mieux des exigences sociales telles que la mixité, lorsque les villes gardent la maîtrise du foncier, comme à Hanovre.

L'urbanisme durable reste un courant urbanistique assez peu théorisé, si on le compare à l'urbanisme moderne marqué par l'autorité de ses chefs de file. En grande partie expérimental, il s'appuie sur des expériences pilotes, qui se veulent démonstratives, et des effets vitrines. Une caractéristique originale de ces opérations est leur insertion dans une écologie conçue à l'échelle planétaire : diminution des émissions de gaz à effet de serre, gestion écologique des eaux pluviales et biodiversité, matériaux écologiques. La compacité, la mixité fonctionnelle et la mobilité douce traduisent en termes urbanistiques ces exigences, a priori plus écologiques que sociales.

Ces quartiers ont pourtant l'ambition de constituer de nouveaux morceaux de ville et de réhabiliter l'habitat urbain, qu'il soit collectif ou individuel (maisons de ville), en le rendant attractif, désirable, socialement accessible... défi pour le moins très ambitieux si l'on considère que la fabrique urbaine obéit à des processus difficilement planifiables où jouent en chaîne les prix fonciers, les subventions à la mobilité, la dévalorisation de l'environnement urbain, la concurrence entre les collectivités. A défaut de pouvoir agir sur l'ensemble de ces variables, les urbanistes cherchent à modifier l'image et les représentations de la densité. La réinvention d'un rapport de proximité à la nature devient un élément central pour faire accepter la densité. Une écologie sensible s'impose ainsi à côté de paramètres plus abstraits (consommation d'énergie, d'eau, émissions de CO2...).

Ces quartiers pilotes, dont il faudra examiner les contradictions, dessinent-ils un tournant urbanistique ? L'urbanisme durable connaît à son actif un petit nombre de réalisations. Il se diffuse néanmoins selon différents gradients d'exigences : les quartiers durables, pour l'exemplarité, qui sert aussi le marketing territorial, les quartiers « amicaux pour l'environnement », dans les villes qui cherchent à éviter les surcoûts, à l'exemple des villes néerlandaises, et enfin, la « haute qualité environnementale » et ses variantes, lorsque l'éco-conditionnalité s'impose dans la construction ou la réhabilitation. Si l'on considère ces multiples figures, on peut penser qu'un tournant urbanistique est enclenché.

Mais quelle est la figure dominante de ce tournant ? Notre hypothèse est que les contradictions qui traversent les quartiers durables témoignent d'une tension au sein de l'urbanisme durable entre une écologie qui s'attache à une nouvelle manière d'habiter la Terre et la nouvelle compétition ouverte à l'école de la performance environnementale.

LES QUARTIERS DURABLES EN EUROPE : UN TOURNANT URBANISTIQUE ?

Emelianoff Cyria, maître de conférences à l'Université du Maine, GREGUM ESO, UMR 6590 CNRS

Résumé :

La diffusion de l'urbanisme durable en Europe annonce-t-elle un tournant urbanistique, et si oui, de quelle nature ? L'article expose les principales caractéristiques des quartiers durables, en s'appuyant sur des études de terrain réalisées en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède. L'hypothèse est que les contradictions qui traversent ces quartiers sont dues à une recherche de compétitivité et de performance environnementales, qui réduit leur contenu politique, s'attachant à une nouvelle manière d'habiter la Terre et de faire société.

Depuis une dizaine d'années, des quartiers « durables » s'édifient en Europe en donnant un second souffle à l'éco-construction. Héritiers des premiers quartiers écologiques ou éco-villages qui ont ouvert la voie à l'expérimentation (Ruano, 1999), à partir des années 1960, ils en diffèrent par leur taille (en général quelques milliers de logements et d'emplois), leur multifonctionnalité, et une de leur finalité : offrir une forte qualité de vie en milieu assez dense afin de freiner l'étalement urbain. Ils s'installent souvent sur des friches ou bien prolongent l'urbanisation dense en périphérie. Les villes nord-européennes, notamment scandinaves, en offrent les exemples les plus caractérisés, où prédominent les préoccupations environnementales et la recherche de performances écologiques, comme à Helsinki, Stockholm ou Malmö. Les expériences allemandes intègrent mieux, en général, des exigences sociales telles que la mixité, lorsque les villes gardent la maîtrise du foncier.

Ces quartiers, dont les habitants sont parfois mais rarement à l'origine, ont l'ambition de constituer de nouveaux morceaux de ville, de réhabiliter l'habitat urbain, qu'il soit collectif ou individuel (maisons de ville), en jouant sur la qualité de vie. Ce défi est pour le moins ambitieux si l'on considère que la fabrique urbaine obéit à des processus difficilement planifiables, où s'enchaînent la pression foncière, les subventions à la mobilité, la dévalorisation de l'environnement urbain, la demande d'un habitat plus spacieux, la concurrence entre les collectivités. On le sait, l'immobilier comme placement financier rendant de plus en plus inaccessibles les centres urbains, le désir d'accession à la propriété et l'insuffisance des régulations intercommunales à l'échelle des régions urbaines (Jouve *et al.* 2004) rendent déterminante la variable des prix fonciers, conduisant à la détente spatiale des agglomérations, à l'hypermobilité et l'engorgement, à l'urbanisation de zones à risques. En réponse à ces tendances lourdes, l'urbanisme durable s'affirme mais est pris entre deux feux : face à un autre mode d'habiter la terre, s'impose la performance écologique ou éco-technologique ; face aux besoins de réhabilitation de l'habitat existant, la compétition est déclarée ouverte entre les nouveaux quartiers modèles, dits durables.

On peut se demander dès lors si la diffusion de l'urbanisme durable en Europe dessine un tournant urbanistique, et s'interroger sur sa nature. Après avoir mis en relief quelques unes de leurs caractéristiques, nous aborderons les contradictions ouvertes par ces nouvelles orientations. L'analyse s'appuie sur des études de terrain réalisées en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède de 2002 à 2006.

1. Une diffusion par paliers

L'urbanisme durable est un courant urbanistique peu théorisé, si on le compare à l'urbanisme moderne marqué par l'autorité de ses chefs de file. Des architectes aussi différents que Lucien Kroll ou Richard Rogers ont bien sûr contribué à construire la problématique, aux côtés de nombreux professionnels, sans toutefois imposer un cadre théorique de référence. L'urbanisme durable est essentiellement expérimental. Non seulement il existe plusieurs appréhensions de l'habitat et du développement urbain durables (Haughton, 1997), mais surtout l'importance du contexte national et local interdit l'application d'une grille de lecture unique. Ce type d'urbanisme s'appuie donc sur des expériences pilotes, qui se veulent démonstratives¹. Il connaît à son actif un nombre limité mais croissant de réalisations, et se diffuse selon différents gradients ou paliers d'exigences.

Les quartiers durables réalisés à l'occasion d'expositions internationales, dont ils constituent un projet de démonstration (le Kronsberg à Hanovre, Västra Hamnen à Malmö), en constituent une première figure, médiatisée. Ces quartiers ont contribué à ouvrir l'urbanisme à des préoccupations nouvelles, telle que la

¹ Voir l'ouvrage de Dominique GAUZIN-MÜLLER (2001).

réduction des émissions de CO₂, avec des résultats substantiels : autonomie énergétique, faible dépendance aux énergies fossiles. Objets de maintes visites, ils participent aussi d'une attractivité écologique des villes et d'un marketing territorial dans la compétition ouverte entre les métropoles européennes. Ce sont essentiellement des vitrines des nouvelles technologies environnementales et savoir-faire architecturaux, paysagers et urbanistiques.

Les subventions européennes, orientées depuis le début des années 1990 vers la question énergétique et climatique, ont stimulé ces projets mais ont induit un « forçage » vers les éco-technologies et la compétitivité écologique. Le surcoût occasionné par ces recherches expérimentales est justifié par la reproductibilité des mesures mises en œuvre. Les standards de construction écologique mis au point au Kronsberg sont devenus ainsi obligatoires pour tous les bâtiments neufs d'Hanovre. Un transfert et une diffusion de certaines innovations s'opèrent par ce biais. Cette diffusion nécessite aussi des dispositifs d'évaluation, reposant sur des indicateurs et parfois des équipes de recherche, comme à Malmö. En regard, les innovations sociales, autofinancées, constituent le parent pauvre de l'expérimentation. Le quartier du Kronsberg a néanmoins réussi à articuler les mesures écologiques et sociales.

Une seconde figure de l'urbanisme durable correspond aux principales programmations urbaines de villes qui se positionnent dans le champ d'innovation du développement urbain durable. Conçus pour une ou deux dizaines de milliers d'habitants au moins, ces quartiers ont le mérite de déployer à plus grande échelle de nouveaux principes de construction et d'urbanisme. Pour des raisons économiques, les exigences écologiques ne peuvent être tout à fait aussi élevées, bien qu'elles restent peu ordinaires. On trouve ces nouveaux morceaux de ville à Stockholm, Helsinki, Fribourg, Munich ou Amersfoort, par exemple.

On peut ensuite observer que certaines caractéristiques de l'urbanisme durable -l'efficacité énergétique, la gestion des eaux pluviales à ciel ouvert, la compacité et la mobilité douce- s'imposent couramment dans les programmes neufs, comme aux Pays-Bas. Avec des ambitions plafonnées par une exigence de rentabilité économique, ces quartiers se réclament encore d'un développement durable, en visant des paliers moyens d'efficacité écologique. Plusieurs opérations réalisées dans le cadre de la 4^e loi néerlandaise de planification spatiale, le plan VINEX, comme Leidsche Rijn à Utrecht ou Wateringse Veld à La Haye, illustrent la recherche d'un compromis entre durabilité et surcoûts. Ce type d'opération généralise, banalise et normalise la prise en compte du développement durable dans les politiques urbaines, en misant sur des mesures que les promoteurs privés peuvent intégrer avec l'appui de quelques subventions nationales ou européennes. Ils participent de la diffusion d'un habitat durable, dans une version minimaliste.

Une figure plus atypique de quartier durable est due à des groupes d'habitants qui se constituent en association, cherchent un terrain pour bâtir et sont en général aidés par une municipalité pour mener à bien leur projet. Souvent inspirés par le mouvement des écovillages², ces activistes transposent en milieu urbain une certaine conception de la communauté de vie, du rapport à l'environnement immédiat, où la quête de développement personnel, voire de spiritualité, n'est pas absente. Ils sont à l'origine de réalisations souvent exemplaires, comme le quartier Vauban de Fribourg ou les 200 maisons construites à Culemborg, dans le quartier EVA-Lanxmeer, appuyé par le programme COST et le gouvernement néerlandais. Installé sur une zone de protection de champs captant, l'écologie de ce quartier se devait d'être rigoureuse. Bien au-delà, la gestion en bien commun et l'investissement peu ordinaire des habitants inventent une nouvelle forme de responsabilité écologique.

Les projets de quartiers durables peuvent être également portés par des promoteurs écologistes, qui ont la tentation de livrer « clés en mains » un habitat durable, sans que les innovations proposées ne soient toujours bien appropriées (Bierens de Haan *et al.* 2006). Cette approche est encore rare en Europe mais courante dans le contexte nord-américain, pour les quartiers dits « amicaux pour l'environnement ». Le petit quartier de Bedzed (244 habitants), construit à Sutton dans la banlieue londonienne, en constitue un exemple fameux. La municipalité est connue pour sa politique de développement durable et a laissé opérer le promoteur BioRegional. Le succès de Bedzed ouvre la voie au développement de ce type d'offre par les promoteurs.

Enfin, la démarche s'étend aussi aux zones d'activités. Plusieurs exemples néerlandais montrent que les parcs d'activités « durables » espèrent être plus attractifs aux yeux des promoteurs, en raison des fortes densités qui peuvent être offertes dans ce cadre (Adriaens *et al.* 2005).

L'urbanisme durable s'impose progressivement dans des contextes et avec des modalités de plus en plus variés. Ses réalisations et ses projets portent à la fois du sens et du rêve, et bien sûr de nouveaux marchés. Une demande sociale naît, pour « habiter autrement ». Au vu de ces différentes figures, concernant des opérations qui vont de quelques centaines d'habitants à plusieurs dizaines de milliers, au vu surtout de la diffusion assez large de ces idées, on peut penser qu'un tournant urbanistique est amorcé. Comment caractériser ce tournant ?

2. Habitat à basse consommation et mixité fonctionnelle

² www.gen.ecovillage.org

Il est légitime de se demander dans un premier temps si les quartiers durables ne pourraient pas être qualifiés plus justement de quartiers à basse consommation ou à basse émission. La réduction de l'empreinte écologique de l'habitat, dans la perspective d'une réinscription dans un fonctionnement écologique planétaire, est en effet leur principale caractéristique. Une recherche d'autonomie énergétique est en particulier engagée, qui développe les potentiels des énergies renouvelables et de l'isolation thermique des bâtiments, avec l'appui structurant des programmes européens. Cette autonomie est obtenue, dans les meilleurs cas, grâce au panachage des énergies renouvelables et aux centrales thermiques de proximité.

Le secteur du bâtiment représente 40% de la consommation finale d'énergie dans l'Union, qui cherche les moyens de respecter ses engagements par rapport au protocole de Kyoto (CCE, 2005). La contribution du secteur aux émissions de CO₂ varie sensiblement selon les pays : presque 50% au Royaume-Uni (fabrication des matériaux comprise), 30% en Allemagne, 17,5% en France (Gauzin-Müller, 2001). Face aux différents groupes de pression, il est plus facile pour les pouvoirs publics d'appuyer l'habitat à basse consommation que le plafonnement du CO₂ routier. Au nom de la rationalité écologique, de nouvelles normes, règles et labels sont introduits ainsi dans la construction. La construction durable, désormais appuyée par le PNUE en partenariat avec de grands groupes industriels, est promise à un essor certain.

Ces aspects techniques ne sont pourtant pas les seuls à répondre aux nouvelles exigences environnementales. La compacité³, la densité, la mixité fonctionnelle et la mobilité douce véhiculent des préoccupations énergétiques dans l'urbanisme, tout en fabriquant des environnements dont les caractéristiques ne se réduisent pas à l'économie de ressources. Comme l'explique Antonio Da Cunha, la densité est nécessairement associée à la requalification de l'espace public dans l'éco-urbanisme, pour des questions d'acceptabilité et d'attractivité⁴. Au sein de cette requalification, la place de la nature en ville prend, nous le verrons, une part prédominante. La mixité fonctionnelle, quant à elle, qui s'impose car elle limite la mobilité contrainte, insufflé surtout de la vie urbaine.

Un panachage de logements et d'emplois est systématiquement effectué au sein des quartiers durables, à leurs abords immédiats ou parfois au sein même des immeubles. Le Kronsberg compte par exemple 6300 habitants et 2750 emplois, le Riem à Munich 3300 habitants et 4300 emplois, Viikki à Helsinki 2000 emplois pour 2000 habitants, le Rieselfeld à Fribourg table sur 6000 emplois à proximité et 10 à 12 000 habitants, Västra Hamnen à Malmö et Hammarby Sjöstad à Stockholm, sur 10 000 logements et 20 000 emplois, Leidsche Rijn doit accueillir 78 000 habitants, et 30 000 emplois, presque une seconde ville accolée à Utrecht... La recherche de mixité fonctionnelle implique aussi la présence de services sociaux, d'équipements éducatifs, culturels et sportifs, de commerces de proximité, de locaux associatifs, qui encouragent une vie sociale. L'ambition est de couvrir les besoins de la vie quotidienne et d'intégrer la fonction récréative au sein ou à proximité immédiate du quartier, dans l'idée d'améliorer la qualité de vie et d'endiguer la mobilité.

Pendant, on peut observer que la mixité fonctionnelle n'est pas souvent effective à une échelle fine, celle des îlots d'habitation. L'exemple de Leidsche Rijn en constitue un cas limite, marqué par des distances trop grandes entre les différentes fonctions. Habituellement, la mixité est conçue selon un zonage d'ensemble. L'exemple du quartier du Riem, construit en 1996 sur l'emplacement de l'ancien aéroport de Munich, l'illustre. Trois bandes parallèles d'environ 200 hectares chacune sont juxtaposées : la première, longée par deux nouvelles stations de métro, est vouée aux activités, et accueille notamment la foire d'exposition et le centre des congrès ; la deuxième concentre un grand complexe commercial, des services et immeubles d'habitation ; la dernière, en bordure d'un parc de 200 hectares et d'un lac ouvert à la baignade, offre des immeubles plus petits et des maisons en bande (Lefèvre, 2006). Toutes les fonctions sont réunies sur un espace « des courtes distances », bien irrigué par les chemins piétons et cyclables, du centre d'affaires au « shopping center », des îlots résidentiels aux loisirs de « nature ». Ce quartier devrait héberger à terme 16 000 résidents et 13 000 emplois.

Si les zones vouées aux activités tertiaires sont conventionnelles et d'un urbanisme assez froid, le cadre de vie des îlots résidentiels, latéralement, est remarquablement travaillé, avec une bonne diversité des compositions architecturales et urbaines. Les surfaces végétalisées couvrent presque la moitié de la superficie du quartier, tandis que le trafic routier est très diminué. Des jardins familiaux sont mis à disposition des personnes vivant en appartement. La question énergétique est d'autre part prise en compte (cogénération, géothermie et solaire). Le Riem constitue un hybride intéressant entre un quartier écologique et un grand morceau de ville moderne et fonctionnel. Il incarne un choix d'urbanisme durable, non dépourvu de contradictions.

3. Mixité et entre-soi

³ La compacité ou la mitoyenneté permettent une réduction allant jusqu'à 20-30% des consommations énergétiques, tout en limitant l'étalement urbain. Les maisons de ville sur 3 niveaux connaissent donc un retour en grâce.

⁴ (Da Cunha, 2005). Voir aussi (CCE, 1996) et (Rogers, 1999).

Si la mixité fonctionnelle est une composante centrale des quartiers durables, qu'en est-il de la mixité sociale ? Les quartiers d'habitat durable sont destinés principalement aux classes moyennes et relativement aisées que l'on veut retenir en milieu urbain. Est-ce disqualifiant en termes de durabilité ? La question peut être tournée sous divers angles, il est clair que la dénomination de quartier durable devient abusive lorsque ces quartiers génèrent de la ségrégation.

Le gouvernement suédois, par exemple, investit dans la requalification des quartiers défavorisés, en incluant des paramètres écologiques dans la réhabilitation. Parallèlement, il mène une politique visant à établir un marché de l'habitat écologique, qui, lui, a des retombées ségrégatives. L'idée est que les classes moyennes supérieures ou aisées peuvent assumer initialement une partie du surcoût (qui n'est pas dû aux mesures écologiques, subventionnées, mais à la qualité architecturale, le plus souvent), et qu'il est nécessaire de désenclaver la perception de l'habitat écologique, pour le rendre attractif aux yeux de la frange de population qui détermine les nouvelles tendances et marchés ; à la suite de quoi, par ricochet et baisse des coûts liée aux économies d'échelle, une demande sociale prendra forme.

Les opérations d'urbanisme durable conduites à Malmö et Stockholm ont misé sur des performances environnementales inédites et l'articulation, tout à fait probante, des cycles de l'énergie, de l'eau et des déchets, dans une perspective écosystémique. Elles ont conduit à la reconquête de zones portuaires auparavant abandonnées, polluées et stigmatisées, et à leur gentrification, selon un scénario classique de renouvellement urbain. Elles. Si l'on comprend bien le réalisme de cette politique, l'absence de mixité sociale réduit le développement durable à une durabilité écologique⁵, d'autant que les habitants ne sont pas particulièrement sensibles à l'écologie dans leurs comportements quotidiens (difficultés devant le tri des déchets, plaintes sur la réduction du stationnement, ...). On constate un décrochage par le haut de quartiers de standing écologique. Reste la question de savoir à quelle échelle intra-urbaine on peut raisonnablement établir une mixité sociale, puisque ces opérations retiennent en ville, à côté de quartiers plus sociaux, des populations qui s'installent habituellement dans un périurbain protégé. On retrouve la même problématique dans le petit quartier écologique GWL à Amsterdam, qui offre 600 logements de bon standing enserrés dans une zone paupérisée aux portes du centre historique, avec des axes traversants.

Les quartiers durables allemands et néerlandais sont en général plus directifs, en imposant une mixité sociale par des quotas de 20 à 30% de logements sociaux et par une diversification de l'offre : habitat social en locatif et en accession, coopératives de construction, groupes d'habitants-promoteurs, promoteurs privés. Ces montages caractérisent de nombreux quartiers durables, par exemple celui de Viikki (Helsinki), du Bedzed ou même du Vauban (Fribourg). La maîtrise publique du foncier devient alors un paramètre déterminant pour établir et préserver une mixité, maîtriser les coûts du logement, puisque l'attractivité est synonyme de spéculation foncière dans le jeu du marché.

Une deuxième difficulté, après la mixité sociale, porte sur la question de l'entre-soi. Les quartiers impulsés et pilotés par des associations d'habitants, notamment, sont novateurs en développant une communauté de vie : implication des résidents dans la gestion des « biens communs », autogestion ou auto-construction, mutualisation d'équipements, habitat qui devient un territoire d'apprentissage et de responsabilisation, esprit de communauté. Cet entre-soi si décrié est à l'origine d'une expérimentation sociale. Il n'est pas fermé à la mixité sociale, ni au Vauban ni à EVA-Lanxmeer (Culemborg) par exemple, qui accueille un éventail assez large de catégories socioprofessionnelles et un institut d'handicapés mentaux (Adriaens *et al.* 2005). La ville ordinaire brasse-t-elle davantage les populations ? Pouvons-nous échapper à des entre-soi, qu'ils soient d'ordre professionnel, familial, amical, résidentiel ou virtuel ? Il est permis d'en douter, comme le souligne Jacques Chevalier (Chevalier, 2006). Le problème ne réside pas tant dans l'entre-soi, assez généralisé, que dans la clôture. Or, les habitants de ces quartiers cherchent à faire connaître et à diffuser leur expérience. Le paradoxe de l'entre-soi est bien illustré par l'exemple du lotissement durable de Bazouges-sous-Hédé, à 25 kilomètres de Rennes. Les habitants du bourg se plaignent du fait que les nouveaux habitants constituent une communauté « à part ». En même temps, ils supportent difficilement les visites que connaît le lotissement, déjà célèbre, au nom d'un principe de tranquillité qui leur a fait choisir une implantation en périurbain éloigné...

3. Réhabiliter la densité par une écologie sensible

Bien que souvent éclipsés, les enjeux sociaux s'articulent plus étroitement qu'on a coutume de le penser aux questions environnementales. Une de ces articulations contre intuitives concerne la relation entre densité et végétalisation. Les quartiers durables constituent une figure contemporaine de l'hybridation nature/culture. La réinvention d'un rapport de proximité à la nature devient un élément central pour rendre acceptable la densité. Confrontés au défi de modifier l'image et les représentations de la densité, les urbanistes s'associent aux paysagistes, sans que les deux approches soient dissociables. Une écologie sensible s'impose à côté de paramètres plus abstraits (consommation d'énergie, d'eau, émissions de CO₂...). Elle s'affirme parfois de

⁵ C'est par ailleurs une constante en Suède.

manière incidente, dans le sillage des exigences techniques : la gestion des eaux pluviales à ciel ouvert, notamment, perméabilise les sols et métamorphose les paysages, en créant des biotopes. L'eau, les roseaux, les oiseaux et palmipèdes deviennent des éléments familiers de l'environnement urbain.

Au-delà des paysages, une attention spécifique est portée à la biodiversité urbaine. Il s'agit d'aménager un milieu habitable pour différentes espèces, d'où l'emploi d'écologues dans certaines villes. Cette sensibilité nordique se diffuse en Europe par le vecteur des eaux pluviales et la gestion différenciée des espaces verts, en infléchissant des représentations très anthropocentriques de la ville, comme si la ville n'abritait que des êtres humains. Même les villes plus minérales, comme Barcelone ou Bologne, portent attention à leur biodiversité, souvent pour des raisons qui ont partie liée à l'image et à l'identité méditerranéennes.

Les quartiers durables sont donc très végétalisés : sols, toits, pieds d'immeuble, ... Dès lors que le trafic routier est canalisé, le végétal peut se déployer. On lui accorde de nouvelles fonctionnalités : écrêter les crues, recharger les nappes, préserver la biodiversité, puiser du carbone, fournir éventuellement des produits agricoles de proximité, transfigurer la densité... La nature en ville est à l'origine d'aménités recherchées : la vue sur des parcs ou des espaces ouverts, où le regard peut s'échapper, la proximité de l'eau, l'accès à un jardin privatif, la couleur des feuilles, la co-présence animale, ... Pourquoi y renoncer en ville ? La disqualification écologique des villes n'est pas un prix à payer pour jouir des autres aménités de la ville, sociales, culturelles ou cognitives. Ce grand partage nature /culture est depuis longtemps remis en question, tant sur un plan théorique que pratique. La cohabitation est non seulement effective mais elle peut être développée.

Les politiques urbaines sont depuis longtemps confrontées aux demandes de nature, ou plutôt d'une nature dans un espace de vie quotidien, à l'accessibilité sociale de cette nature. Les quartiers durables répondent à cette demande, en général à trois échelles : le logement, l'espace public et l'espace environnant. Ils sont souvent bordés, c'est un trait marquant, par un grand espace ouvert : une réserve naturelle, au Rieselfeld et à Viikki, une trame verte, au Kronsberg et au Riem, un plan d'eau et un petit domaine skiable à Stockholm, un front de mer, à Malmö ou Barcelone. La nature contiguë offre un horizon, un espace de respiration, d'indétermination relative, moins contraint socialement, un terrain de détente ou d'exploration.

Au sein des quartiers, la nature est abondante, surtout paysagère et récréative. C'est une matrice de l'espace social de voisinage, une nature qui accueille les jeux des enfants, et en même temps une nature esthétique. La participation des habitants à l'aménagement se joue souvent autour de la question du choix du végétal, du paysagement des îlots. Le corps de métier des paysagistes laisse cependant trop peu à l'appropriation habitante, aux aménagements spontanés, aux bricolages, qui caractérisent au contraire les quartiers construits à l'initiative d'habitants. La gestion en bien commun a l'avantage de minimiser les coûts et d'étendre la responsabilité des habitants sur leur milieu de vie, une responsabilité sociale aussi bien qu'écologique. La nature est simultanément un liant, notamment autour des activités de jardinage, et un espace tampon. Le végétal fait écran au bruit ou aux vues, il met à distance et délimite des espaces plus intimes, des sas entre le dedans et le dehors (Stefulesco, 1993). Dans les espaces denses, il atténue le caractère intrusif de la proximité. Même réduit à un rideau d'arbres, il devient dès lors essentiel.

A l'échelle du logement, ces quartiers laissent se déployer une nature jardinée, privative, qui s'accroche aux terrasses, façades, vérandas, aux pieds d'immeubles, et qui est le lieu d'un rapport personnel au monde vivant. Planter, veiller, remuer un peu de terre, prendre le soleil au seuil de chez soi, manger dehors, tous ces gestes du quotidien se déroulent dans une nature qui offre une petite bulle d'autonomie : une bulle qui n'est pas synonyme de clôture, les jardins privatifs étant souvent raccordés aux jardins publics ou semi publics.

L'agrément du paysage, les bénéfices sociaux trop rapidement évoqués, suffisent-ils à expliquer cet engouement vert ? Dans le mot agrément résonne un accord intime. Un ouvrage néerlandais consacré à quelques opérations d'urbanisme durable laisse apparaître au fil des pages de nouvelles demandes environnementales, qui ont partie liée : la relaxation, la quiétude, l'identité, le développement personnel (Adriaens *et al.* 2005). L'accélération et l'hypertension de la vie quotidienne, urbaine et métropolitaine, peuvent être interprétées et vécues de façon contrastée, d'un quotidien trépidant et ouvert à l'imprévu, à des vies excédées par leurs tempos erratiques ou syncopés (Juan *et al.* 1997). Elles génèrent quoiqu'il en soit des attitudes de compensation ou de décompression, qu'il s'agisse du retranchement dans la sphère domestique restreinte, des week-ends "au vert", des voyages de déconnexion ou des pratiques de relaxation. L'environnement urbain, en Europe, est peut-être plus détérioré dans ses rythmes que dans ses espaces. La nature devient alors relaxante par ses temporalités, qui s'opposent tant à ceux de la vie métropolitaine, au temps « réel » et au zapping... Notre hypothèse est que les besoins et les désirs de relaxation modifient aujourd'hui les représentations et les vécus de l'environnement quotidien, comme de la nature.

5. Questions ouvertes

Les propositions sociales des quartiers durables semblent finalement se jouer sur deux plans : la construction d'un nouveau rapport à la nature en milieu urbain, et la réinvention d'une vie de quartier à travers la diversité des activités possibles *in situ*. En transformant les pratiques de l'espace, ces deux formes de proximité modifient-

elles le rapport à la mobilité ? Seules des enquêtes approfondies pourraient livrer des éléments de réponse pour étayer cette hypothèse. Quoiqu'il en soit, ces quartiers tentent de déconstruire l'opposition entre densité et maison individuelle, densité et nature, densité et qualité de vie, en réconciliant des demandes jugées antinomiques. Ils proposent une densité attractive, la ville en somme, mais une ville plus écologique.

L'urbanisme durable n'échappe pas, pourtant, à plusieurs registres de contradictions assez profondes. Nous avons vu que les projets portés par la puissance publique accordent davantage d'importance à l'innovation environnementale que sociale, même si les deux s'interpénètrent ; la durabilité écologique est toujours préférée à la durabilité sociale, alors que des effets de levier pourraient être recherchés. D'autre part, une contradiction d'échelle apparaît inévitablement, car les efforts réalisés sur un quartier accentuent les inégalités et les contrastes entre cadres de vie. L'argent public n'aurait-il pas été investi plus à propos dans la réduction des disparités écologiques et sociales entre les quartiers existants ? Les villes n'ont-elles pas d'abord des points noirs à résorber dont les impacts écologiques sont plus néfastes que les gains attendus d'un habitat labellisé ? Au regard des problèmes subis par certains territoires, une discrimination positive serait nécessaire, souligne Jacques Theys (Theys, 2002). La difficulté, sans réorientation des aides étatiques, est de parvenir à mobiliser des fonds publics et privés pour une remise à niveau des territoires écologiquement sinistrés ou dégradés, puis à maintenir une mixité sociale en cas de réussite.

Au sein de ces quartiers, les efforts assez remarquables pour brider la consommation énergétique des logements mettent en lumière, par contraste, la consommation débridée des voitures et quatre-quatre qui stationnent sur les places rationnées de parking (en général 0,6 à 0,8 place de parking par logement). Le trafic interne est considérablement réduit, les liaisons en transports en commun sont renforcées, des systèmes d'auto-partage sont mis en place, le taux de motorisation est en général réduit, mais les grosses cylindrées ne font l'objet d'aucune remise en question ni mesure. Les quartiers durables répercutent les contradictions de la modernisation écologique.

Les comportements des habitants peuvent apparaître plus largement assez décalés par rapport aux économies de ressources que permet potentiellement ce type d'habitat. L'écologie de l'habitat ne se confond pas avec celle de l'habitant, ni avec celle de la ville. Les pratiques écologiques des habitants restent peu connues et reconnues, insuffisamment articulées aux politiques urbaines (Blanc, 2004). Le hiatus reste grand entre un habitat "durable", qui n'est jamais qu'une coque, et les modes de vie, de consommation, les choix des citoyens, qui déterminent bien plus sûrement l'avenir urbain. Les actions de développement durable ne peuvent être réduites à l'affirmation d'une culture technique, à moins d'être peu ou prou sans efficace. Un exemple très simple le montre, analysé par un jeune chercheur danois : dans un large complexe résidentiel équipé de dispositifs d'économie d'eau, censés réduire de 30% les consommations, la consommation quotidienne d'eau variait de 66 litres à 287 litres par personne, une fluctuation de plus de 400%... Aux yeux de Claus Belch-Danielsen, la gestion environnementale ne saurait être confondue avec le mouvement environnemental, pour lequel l'objet de débat est notre culture (Belch-Danielsen, 2005). Cet exemple montre on ne peut mieux la prévalence des questions culturelles sur les questions techniques.

L'éducation et la sensibilisation à l'environnement mises en œuvre dans les quartiers durables -quand ce n'est pas une sélection des habitants sur des critères de sensibilité écologique-, ne sont pas en mesure de réduire les contradictions de la vie urbaine. Cette éducation peut constituer un mode d'emploi utile de l'habitat écologique. Elle ne peut fournir de grands résultats tant que la dimension politique de cette responsabilisation et son potentiel d'émancipation démocratique sont laissés en arrière-plan. Or, si l'on peut se risquer à identifier un tournant urbanistique, il ne s'accompagne en aucun cas d'un tournant politique...

Une dernière critique de fond est que l'enjeu d'un urbanisme durable réside moins dans la réalisation de constructions pilotes que dans la gestion de l'existant. Le chantier de la réhabilitation écologique connaît pourtant peu de réalisations à son actif. Il s'agit en partie d'une question de temps nécessaire à la diffusion de ce nouvel urbanisme, mais aussi de choix qui privilégient rarement la remise à niveau d'environnements pauvres.

Ces contradictions montrent chacune à leur façon que l'urbanisme durable se rattache davantage à l'école de la performance environnementale qu'à une nouvelle manière d'habiter la Terre et de faire société. Il serait inconsidéré de ne pas voir que les deux horizons coexistent malgré tout, de ne pas reconnaître la diversité des pratiques existantes, tout en constatant que le contenu politique de cet urbanisme est sans cesse mis en question et en danger par les exigences du marché.

BIBLIOGRAPHIE

- ADRIAENS F. *et al.* (2005) *Sustainable Urban Design. Perspectives and Examples*, Blauwdruk Pub., Wageningen.
- BELCH-DANIELSEN C., (2005) *Ecological Reflections in Architecture*, The Danish Architectural Press, Copenhagen.
- BIERENS DE HAAN C., DAWSON J., (2006) « Entre éco-villages et projets d'architectes : les éco-quartiers », *Urbanisme*, 348, pp 41-44.
- BLANC, N. (2004) « De l'écologie en ville », *Ethnologie française*, XXXIV, 4, pp. 601-607.
- CHEVALIER J., (2006) Intervention au *Géoforum 2006 : le développement durable : quels enjeux pour la géographie ?* Débat de clôture, Université du Maine, 6 mai.
- DA CUNHA A., (2005) « Développement urbain durable, écourbanisme et projet urbain : principes stratégiques et démarches », in Da Cunha A. *et al.* (dir.), *Enjeux du développement urbain durable. Transformations urbaines, gestion des ressources et gouvernance*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, pp 175-192.
- CE (COMMISSION EUROPÉENNE), (1996) *Villes durables européennes*, Rapport du Groupe d'Experts sur l'Environnement Urbain, Commission Européenne, Bruxelles.
- CCE (COMMISSION des COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES), (2005) *Livre Vert sur l'efficacité énergétique*, Commission des Communautés Européennes, Luxembourg.
- GAUZIN-MÜLLER D., (2001) *L'architecture écologique*, Le Moniteur, Paris.
- HAUGHTON G., (1997) « Developing Sustainable Urban Development Models », *Cities*, 14, 4, pp. 189-195.
- JOUBE B., BOOTH P. (dir.), (2004) *Démocraties métropolitaines*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy.
- JUAN S. *et al.* (1997) *Les sentiers du quotidien. Rigidité, fluidité des espaces sociaux et trajets routiniers en ville*. L'Harmattan, Paris.
- LEFÈVRE P., (2006) « Les écoquartiers en Europe », Communication au *Géoforum 2006 : le développement durable : quels enjeux pour la géographie ?* Université du Maine, 6 mai.
- ROGERS R. (dir.), (1999) *Towards an Urban Renaissance*, Final Report of the Urban Task Force, E& FN Spon, Londres.
- RUANO M., (1999). *Ecourbanism. Sustainable Human Settlements : 60 case studies*, Gustavo Gili, Barcelone.
- STEFULESCO C., (1993) *L'urbanisme végétal*, Institut pour le développement forestier, Paris.
- THEYS J., (2002) « L'approche territoriale du développement durable, condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », *Développement durable des territoires*, 1. www.developpementdurable.revue.org/document1475.html